

APPEL A PROJETS 2023-2027

Cabanes et abris mobiles pastoraux, portage

Fiche intervention du PSN correspondante	73.01 Investissements productifs on farm : soutien à la production primaire agricole ainsi qu'aux projets portés par les agriculteurs ou leurs groupements
Indicateurs de résultats	R.9 Part des agriculteurs recevant une aide à l'investissement pour la restructuration et la modernisation, y compris pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources R.16 Part des exploitations agricoles bénéficiant d'une aide à l'investissement au titre de la PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, et à la production d'énergie renouvelable ou de biomatériaux

Description du dispositif

Les exploitations d'élevage doivent faire face à des enjeux multiples :

- nécessité de développer une résilience aux aléas climatiques, économiques et sanitaires,
- intégration des enjeux environnementaux,
- recherche de valeur ajoutée,
- besoin d'amélioration des conditions de travail.

Les espaces pastoraux collectifs sont un des moyens à disposition de ces exploitations pour répondre à ces enjeux.

Le présent dispositif cabanes et abris mobiles pastoraux, portage a pour ambition de favoriser l'amélioration des conditions d'hébergement des salariés sur les espaces pastoraux collectifs afin de permettre une présence pérenne nécessaire :

- à l'utilisation optimale des ressources fourragères présentes sur ces espaces et indispensables à l'autonomie fourragère des exploitations mettant en pension leur troupeaux,
- à la gestion adaptée de ces espaces souvent classés au titre de la biodiversité,
- à l'adaptation de la conduite des troupeaux face aux évolutions de la ressource fourragère disponible et aux menaces présentes sur ces espaces (prédation, changement climatique).

Ce dispositif finance le logement des pâtres (les cabanes fixes et les abris mobiles (déplaçables)) et le portage favorisant ainsi la mise en valeur des surfaces pastorales gérées par des structures collectives. Ces structures participent de manière indirecte à la production agricole primaire, au sens de l'annexe 1 du TFUE.

Les logements sont majoritairement des cabanes fixes pour répondre aux conditions minimales d'hébergement d'un pâtre, mais la mise en place d'abris mobiles est aussi possible pour permettre de répondre aux besoins d'hébergement soit dans l'attente de la construction d'une cabane fixe soit lorsque la construction d'une cabane fixe n'est pas possible (secteur protégé, zone à risque d'avalanche...). Ces deux types de construction concernent aussi bien le logement principal du cœur de l'estive utilisé la majorité du temps par le pâtre que le logement secondaire des zones périphériques de l'estive, utilisé sur une courte période.

Bénéficiaires éligibles / Bénéficiaires non éligibles

Pour les cabanes et abris mobiles pastoraux, les bénéficiaires éligibles sont :

- Groupements Pastoraux (GP),
- Associations Foncières Pastorales (AFP),
- Syndicats de propriétaires,
- Groupements forestiers,
- Collectivités et leurs groupements (communes, syndicats intercommunaux, commissions syndicales...),
- PNR et parcs nationaux.

Sont inéligibles :

- ASA de travaux,
- Associations autres que les AFP,
- Porteurs de projets individuels.

Pour les projets qui présentent des dépenses de portage (portage par bât, héliportage...), sont uniquement éligibles les établissements publics et associations compétentes dans le domaine de l'animation pastorale.

Eligibilité géographique

Les investissements doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel d'Occitanie, conformément à l'article L113-2 du Code Rural et de la pêche maritime, c'est-à-dire :

1. Les communes classées en zone montagne :
 - i. La zone « Massif Pyrénéen » (décret 2004-69 du 16 janvier 2004 modifié par décret 2016-1208 du 8 septembre 2016) couvrant pour l'Occitanie une partie des départements de l'Aude, de l'Ariège, de la Haute Garonne, des Hautes Pyrénées et des Pyrénées Orientales,
 - ii. La zone « Massif central » (décret 2004-69 du 16 janvier 2004 modifié par décret 2016-1208 du 8 septembre 2016) correspondant pour l'Occitanie aux départements de l'Aveyron, du Lot et de la Lozère et pour partie de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et du Tarn.
2. Les communes comprises dans les zones pastorales définies par arrêté départemental conformément à la loi pastorale de 1972.

Conditions d'éligibilité du projet

Pour les projets relatifs à des cabanes et abris mobiles pastoraux :

- Le bénéficiaire doit être en règle avec les déclarations et autorisations de travaux :
 - Conformité au code de l'urbanisme : permis de construire, arrêté de non opposition ou autre,
 - Sites classés : autorisation Ministérielle, Préfectorale ou Commission départementale de la nature, des paysages et des sites selon le site,
 - Zone cœur de Parc National : autorisation de la direction du Parc National.
- Une note d'opportunité et de faisabilité du projet est exigée.

Pour les projets relatifs au portage :

Une note d'opportunité et de faisabilité du projet présentant notamment la liste des structures pastorales collectives concernées par le portage et le calendrier de portage envisagé est exigée.

Dépenses éligibles/ Dépenses inéligibles

La TVA est éligible à condition qu'elle soit réellement et définitivement supportée par le bénéficiaire et en lien avec l'opération. La TVA déductible, compensée ou récupérable n'est donc pas éligible.

Sont éligibles les investissements suivants (dépenses sur devis) :

- Les dépenses de portage (par bât ou par héliportage) permettant l'approvisionnement d'estives gérées collectivement en début de saison et la redescende du matériel en fin de saison.
- Les cabanes et abris mobiles pastoraux dont :
 - la création, la réhabilitation et l'amélioration de cabanes pastorales, y compris les dispositifs d'assainissement, l'alimentation en électricité et en eau (hors dépenses

- liées au raccordement au réseau) et les frais de livraison des matériaux (dont héliportage),
 - l'achat d'abri mobile et la première livraison (dont héliportage) suite à l'acquisition d'un abri mobile.
- Les frais généraux, dans la limite de 12 % des dépenses d'investissements pour les cabanes et abris mobiles éligibles retenus dont :
 - les études de faisabilité technique en lien direct avec le projet d'investissement (uniquement pour les investissements en lien avec des cabanes et abris mobiles),
 - les frais d'ingénierie (hors frais de montage du dossier de demande d'aide) et d'architecte.

Sont inéligibles :

- les frais de location et/ou de déplacement des abris mobiles (dont héliportage),
- l'achat de foncier,
- le matériel d'occasion,
- le renouvellement à l'identique sans amélioration fonctionnelle.

Conditions de soutien (montants et taux d'aide, planchers, plafonds, etc.)

Taux d'aide publique : 80 % de l'assiette éligible

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 60 %. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant des dépenses publiques admissibles. L'intervention prend la forme d'une subvention.

Plancher de dépense éligible à la demande d'aide : 5 000€ HT ou TTC. La TVA est éligible à condition qu'elle soit réellement et définitivement supportée par le bénéficiaire et en lien avec l'opération. La TVA déductible, compensée ou récupérable n'est donc pas éligible.

Plafond de dépenses éligibles : 160 000€ HT ou TTC. La TVA est éligible à condition qu'elle soit réellement et définitivement supportée par le bénéficiaire et en lien avec l'opération. La TVA déductible, compensée ou récupérable n'est donc pas éligible.

Sélection des projets / principes de priorisation des dossiers

Numéro du critère	Critères de sélection	Pondération
1	Dépenses de portage (par bât ou par héliportage) permettant l'approvisionnement de l'estive en début de saison et la redescende du matériel en fin de saison	100
Type de logements (critères non cumulables)		Max 50 points
2	Travaux sur le logement principal (cabane fixe ou abri mobile)	50
	Travaux sur le logement secondaire (cabane fixe ou abri mobile)	20
Objectifs des investissements (critères non cumulables)		Max 30 points

3	Création d'une cabane ou d'un abri mobile pastoral	30
4	Réhabilitation (isolation totale, création de sanitaires, extension) d'une cabane ou d'un abri mobile pastoral existant	20
5	Amélioration d'une cabane ou d'un abri mobile pastoral existant	10
Evolutions de la structure pastorale (critères cumulables)		Max 70 points
6	Cabane ou abri mobile pour une structure pastorale ayant accueilli un salarié ou un prestataire à temps plein pendant la saison de gardiennage précédant le dépôt de la demande d'aide	30
7	Cabane ou abri mobile pour une structure pastorale ayant accueilli un salarié ou un prestataire à temps partiel pendant la saison de gardiennage précédant le dépôt de la demande d'aide	20
8	Cabane ou abri mobile pour une structure pastorale ayant accueilli un stagiaire berger/vacher pendant la saison de gardiennage précédant le dépôt de la demande d'aide	10
9	Travaux concernant des unités pastorales ayant augmenté de plus de 10% le nombre d'UGB temps plein accueilli (comparaison de la déclaration de montée en estive N-2 et N-1)	10

Note minimale : 10 points

Note maximale : 150 points

En cas d'ex æquo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenu la meilleure note selon les critères suivants classés par ordre de priorité :

1. Critère n°2 - Travaux sur le logement principal,
2. Critère n°3 – Création d'une cabane ou d'un abri mobile pastoral,
3. Critère n°6 - Salarié ou prestataire à temps plein.

Si l'utilisation de ces critères se révèle insuffisante, les dossiers seront alors départagés par la date de dépôt de la demande, voire la date de dépôt des documents aboutissant à la complétude du dossier s'ils ont été déposés le même jour (les dossiers déposés et, le cas échéant, complétés les premiers seront sélectionnés en priorité).

Paielement

Le versement de la subvention peut faire l'objet d'un acompte dont le montant ne pourra excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention. L'acompte ne pourra pas être inférieur à 20 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pérennité de l'opération

Les cabanes et abris mobiles aidés doivent être maintenus pour une durée de 3 ans à compter de la date de dépôt de la dernière demande de paiement.

Modalités de l'appel à projet

Les dossiers doivent être déposés en ligne sur la plateforme dédiée EuroPAC.

Au moment du dépôt électronique, un récépissé automatique vous sera envoyé pour confirmer le dépôt (sans promesse d'aide).

Après vérification de la complétude du dossier, un accusé de réception de dossier précisant la date de début d'éligibilité des dépenses sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

Cet appel à projets couvre les dépenses engagées à partir de la date de dépôt du dossier de demande (les devis et/ou bons de commande signés avant le dépôt de la demande ne sont pas éligibles).

Les délais de réalisation seront indiqués dans la décision juridique.

Les dossiers complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier, y compris les autorisations administratives et réglementaires : permis de construire, etc.) seront instruits et notés en fonction des critères présentés dans la grille de sélection, puis classés par ordre décroissant de note et présentés par le service instructeur au comité de sélection des dossiers (Comité Régional de Programmation Interfonds).

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur sont rejetés.

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à la note minimum sont aidés dans la limite de l'enveloppe FEADER et des cofinanceurs affectée à la période. Le cas échéant, du financement en top up (financement national sans contrepartie FEADER) pourra s'opérer.

Les dossiers qui obtiendraient une note identique seront départagés en fonction de la note obtenue pour un ou plusieurs critères prioritaires (voir le paragraphe « sélection » ci-dessus).

Les dossiers ayant obtenu un score inférieur à la note minimum sont rejetés. Le porteur de projet peut choisir de déposer un nouveau projet sur une autre période de l'appel à projets, le cas échéant, induisant alors une nouvelle date d'éligibilité des dépenses.